



---

## Conseil de sécurité

### **Briefing sur la situation au Moyen Orient : Armes chimiques en Syrie**

New York, le 5 janvier 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président.

J'aimerais tout d'abord vous adresser mes meilleurs vœux pour votre présidence. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à tous les membres du Conseil pour les chaleureux mots de bienvenue qui ont été adressés à la Suisse et aux autres Etats entrants. Nous avons hâte de travailler à vos côtés et vous souhaitons beaucoup de réussite.

Je remercie M. Ebo pour sa présentation détaillée.

Au moment d'entamer son mandat au Conseil de sécurité, la Suisse tient à affirmer son attachement sans relâche au respect du droit international, et notamment de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Tout au long de notre présence au Conseil, nous œuvrerons à soutenir ce pilier important de notre sécurité collective.

Ratifiée par la quasi-totalité des Etats, dont la Syrie en 2013, la Convention offre globalement une protection contre les menaces et les effets dévastateurs des armes chimiques. Cependant, au cours des dix dernières années, les obligations en découlant ont été violées à plusieurs reprises, en particulier en Syrie. Nous appelons la Syrie à respecter ses obligations en tant qu'Etat partie, et conformément à la résolution 2118 du Conseil de Sécurité.

Parmi ces obligations, la Syrie doit fournir une coopération pleine et entière à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Les activités de veille de cette Organisation jouent un rôle clé dans la réalisation de l'objectif commun des États, qui est d'exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes chimiques.

Pour ce faire, les missions d'établissement des faits ainsi que les équipes d'enquête et d'identification de l'Organisation doivent pouvoir opérer sur le terrain. Leur travail est fondamental, leur intégrité et leur professionnalisme ne font pas de doute. La Suisse souhaite souligner ici son entière confiance en l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et son soutien à toutes ses missions.

Depuis avril 2021, les experts de l'équipe d'évaluation des déclarations de l'Organisation ne peuvent plus entrer en Syrie. Cela nous préoccupe vivement. Nous demandons à la Syrie de permettre à cette équipe d'accéder sans entrave à son territoire, afin qu'elle puisse mener les enquêtes et vérifications nécessaires.

Nous n'avons toujours pas la certitude que les stocks d'armes chimiques ont été complètement éliminés. 20 points à cet égard restent actuellement en suspens, et seuls 4 ont été résolus en bientôt dix ans. Tous ces obstacles doivent être levés sans délai, faute de quoi la *déclaration initiale* de la Syrie ne pourra être vérifiée.

Monsieur le Président,

La résolution 2118 a été adoptée à l'unanimité en 2013. A travers elle, le Conseil de Sécurité a pris un engagement clair contre l'emploi d'armes chimiques en Syrie. En près de dix ans, les séances régulières de ce Conseil ont servi à rappeler un enjeu central: prévenir la mise au point, la fabrication, le stockage,

l'emploi et le transfert de telles armes et assurer leur destruction. Ceux qui les emploient doivent être traduits en justice ; leur impunité est inacceptable. Ce principe reste crucial aujourd'hui.

La Suisse continuera à s'engager avec la plus grande fermeté contre l'emploi et la prolifération d'armes chimiques par quiconque, où que ce soit et en toutes circonstances. Il en va de notre sécurité collective et de la crédibilité des instruments de l'architecture de désarmement et de non-prolifération qui la garantissent.

Or, face aux images effrayantes des effets des armes chimiques on ne peut que dire: plus jamais ça.

Je vous remercie.

---

Mr. President.

First of all, I would like to wish you all the best for your presidency. I would also like to express my gratitude to all members of the Council for the kind words of welcome addressed to Switzerland and the other incoming states. We are looking forward to working with you and wish you every success.

I thank Mr Ebo for his detailed presentation.

As we begin our term in the Security Council, Switzerland wishes to affirm its unwavering commitment to respect for international law, including the Chemical Weapons Convention. Throughout our presence in the Council, we will work to support this important pillar of our collective security.

Ratified by almost all States, including Syria in 2013, the Convention offers overall protection against the threats and devastating effects of chemical weapons. However, over the past decade, its obligations have been repeatedly violated, particularly in Syria. We call on Syria to comply with its obligations as a State Party, and in accordance with Resolution 2118 of the Security Council.

Among these obligations, Syria must provide full cooperation to the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons. The monitoring activities of this Organisation play a key role in achieving the common goal of states to completely exclude the possibility of the use of chemical weapons.

To achieve this, the Organisation's fact-finding missions and investigation and identification teams must be able to operate on the ground. Their work is fundamental, their integrity and professionalism are beyond doubt. Switzerland wishes to emphasise its full confidence in the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons and its support for all its missions.

Since April 2021, the experts of the Organisation's declaration assessment team have not been able to enter Syria. This is of great concern to us. We call on Syria to allow the team unhindered access to its territory so that it can carry out the necessary investigations and verifications.

We are still not certain that the chemical weapons stockpiles have been completely eliminated. There are currently 20 outstanding issues in this regard, and only 4 have been resolved in almost ten years. All these obstacles must be removed without delay, otherwise Syria's *initial declaration* cannot be verified.

Mr. President,

Resolution 2118 was adopted unanimously in 2013. Through it, the Security Council made a clear commitment against the use of chemical weapons in Syria. For almost ten years, regular meetings of this Council have served to remind us of a central issue: Preventing the development, production, stockpiling, use and transfer of such weapons and ensuring their destruction. Those who use them must be brought to justice; their impunity is unacceptable. This principle remains crucial today.

Switzerland will continue to take the strongest possible stand against the use and proliferation of chemical weapons by anyone, anywhere and under any circumstances. Our collective security and the credibility of the instruments of the disarmament and non-proliferation architecture that guarantee it are at stake.

Faced with the frightening images of the effects of chemical weapons, we can only say: Never again.

I thank you.